

Notice biographique du Dr Aïchatou Mindaoudou

Mme Mindaoudou est titulaire d'un Doctorat en Droit International du Développement de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), d'un Certificat de 3^{ème} cycle en Droit International du Développement de l'Institut du Droit du Développement de l'Université Paris V (Malakoff), d'une Habilitation à diriger les recherches à l'Université d'Orléans et d'une maîtrise en droit public de l'Université d'Abidjan, Côte d'Ivoire.

De février à mai 2024, Mme Mindaoudou préside le Panel Indépendant d'Examen des Nations unies sur la MONUSCO (RDC) concernant les événements liés aux allégations d'exploitation et d'abus sexuels survenus en octobre 2023 à Béni.

D'octobre 2020 à décembre 2021, Mme Aïchatou Mindaoudou co-préside la Commission Indépendante de l'OMS chargée de faire la lumière les allégations d'abus et d'exploitation sexuels dans le nord Kivu et en Ituri au cours de la 10^{ème} flambée du virus à Ébola en République Démocratique du Congo.

En juillet 2017 elle a fondé son Bureau de Consultation Ipiti CONSULTING.

Du 17 mai 2013 au 30 juin 2017 Mme Aïchatou Mindaoudou occupe le poste de Représentante spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et chargée des Bons Offices entre les différentes parties ivoiriennes.

D'août 2012 à mars 2013, elle occupe les fonctions de Représentante Spéciale Conjointe et Chef par intérim de la Mission Conjointe des Nations-Unies et de l'Union Africaine au Darfour (MINUAD), ainsi que celles de Médiateur en Chef Conjoint par intérim. A ce titre, elle participe aux pourparlers de paix à Doha (Qatar). Elle œuvre résolument pour la mise en œuvre des recommandations de la résolution 1325 (2000) favorisant ainsi la participation des femmes dans la résolution des conflits et la sortie de crise au Darfour et plus tard, en Côte d'Ivoire.

En juin 2011, Mme Mindaoudou est nommée par le Secrétaire Général de l'ONU et le Président de la Commission de l'Union Africaine Représentante spéciale Conjointe Adjointe chargée des questions politiques à l'Opération Hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD). Elle prend une part active dans la mise en œuvre du Document de Doha sur la paix au Darfour signé en mai 2011 entre les rebelles du Darfour et le Gouvernement soudanais.

De 1999 à l'an 2000, elle est nommée ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération. En septembre 2001 elle est rappelée au même poste qu'elle occupera jusqu'en février 2010. Au cours de cette période, (2002-2005), elle préside l'engagement du Niger devant la Cour Internationale de Justice sur le conflit frontalier l'opposant au Bénin notamment sur l'appartenance de l'île de Lété Goungou. A la même époque, elle dirige, entre 2005 et 2007, l'engagement de la CEDEAO dans la recherche et la promotion de la paix et de la réconciliation en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, en Guinée Conakry, ainsi qu'au Togo.

De 1994 à 1995, Aïchatou Mindaoudou a été ministre du Développement social, de la Promotion de la Femme, de la Population et de la Protection de l'Enfant.

De 1991 à 2005 elle a enseigné le Droit Public International et les Relations Internationales à la Faculté des Sciences Économiques et Juridiques (FSEJ) de l'Université Abdou Moumouni Dioffo de Niamey.

Mme Aïchatou Mindaoudou a obtenu plusieurs distinctions et témoignages de satisfaction dont entre autres de la Côte d'Ivoire, de la France, du Maroc, du Niger et du Togo.